

suivants, ne fit aucune mention de tout cela, c'est que Courtois, pour bien des raisons, avait cru devoir supprimer les lettres de Bonaparte aux deux frères Robespierre. Aubry était trop du parti ultrarévolutionnaire pour ne pas connaître ces lettres et la valeur du général qui devait son avancement rapide au plus jeune des deux frères; et il avait compris combien le général d'artillerie pourrait être dangereux à ses projets contre-révolutionnaires. De là la réforme surnoise du général Bonaparte par Aubry, dès que celui-ci fut maître du portefeuille de la guerre, et, pour couvrir ses refus de revenir sur ses actes, son mot savamment calculé au bon Marboz intermédiaire pour Bonaparte : *avancement prématuré, ambition sans frein*; et ses insultants refus de recevoir chez lui le général réformé, malgré les recommandations de son collègue Marboz.

Marboz, en effet, qui n'est mort que sous l'Empire, conseiller de préfecture, et que Bonaparte, comme nous l'avons déjà dit, avait beaucoup connu à Valence, au café Bou, au cabinet littéraire de M. Aurel et à la Société des amis de la Constitution, a souvent raconté qu'il fit en ce temps auprès d'Aubry, avec lequel il était très-lié et dont il avait partagé la captivité après le 31 mai, les plus grands efforts pour vaincre l'obstination avec laquelle il refusait de rendre justice au général. Il se rappelait très-bien que, frappé et touché des justes griefs du général Bonaparte, il lui avait proposé de le conduire chez son collègue et ami Aubry, logé rue Saint-Florentin; qu'arrivé avec son protégé dans l'antichambre du membre du comité de Salut public, dont dépendaient les militaires, il ne put pénétrer que seul dans l'appartement de celui-ci, qui fut inexorable, et qui accompagna le refus qu'il lui fit constamment de replacer Bonaparte, de ces paroles : *avancement prématuré, ambition sans frein*.

Les démarches que firent dans le même temps auprès d'Aubry, en faveur de Bonaparte, divers personnages influents, tels que Fréron, Barras, La Réveillère-Lépeaux, à qui le jeune général avait été présenté par Volney, restèrent également sans effet.

Toute cette affaire du mauvais vouloir d'Aubry à l'égard de Bonaparte a été, ce nous semble, jusqu'ici très-peu approfondie et très-vaguement exposée; les motifs particuliers et généraux en ont échappé aux historiens ou n'ont pas été présentés de manière à y porter un jour suffisant, même par ceux qui ont écrit avec le plus de détails, comme M. de Coston, par exemple, sur ces premières années de la vie de Bonaparte.

Les motifs nous en paraissent avoir été personnels et politiques. Cet Aubry, qu'on ne mentionne presque jamais, à l'occasion de ces faits, que comme une sorte de ministre de la guerre incapable, un examen attentif de ses actes prouve que c'était dès lors un contre-révolutionnaire conspirateur, et que c'est surtout parce que le mérite si précoce de Bonaparte lui paraissait devoir être des plus utiles à la République, qu'il tenait à l'éloigner de l'armée.

Puisque voilà notre héros mis en disponibilité, grâce aux intrigues de maître Aubry, saisissons cette courte accalmie pour nous faire son ombre et le suivre dans sa vie privée. Le jeune Bonaparte prenait patience en enrageant — on sait que c'était dans son tempérament de feu. — Toutefois il se résigna pour un instant à être philosophe, et à chercher des distractions pour dissiper un peu la mélancolie où l'avaient jeté les mépris calculés d'Aubry. Ainsi, il dînait quelquefois chez Bourrienne, et, le soir, il accompagnait Mme Bourrienne au spectacle, surtout aux concerts alors célèbres du chanteur Garat; mais son théâtre de prédilection était les Français, où il allait surtout quand on jouait des pièces de Corneille ou de Molière.

M. de Coston nous donne de curieux détails sur sa manière de vivre pendant cette sorte d'interim de sa gloire. Il mangeait fréquemment au Palais-Royal chez les Frères-Provençaux, dont le restaurant n'était pas alors ce qu'il est devenu depuis. C'est là qu'il connut Talma, qui y dînait quelquefois; il y vit aussi l'orientaliste Langlès, attaché à la bibliothèque nationale, où Bonaparte allait passer presque tous les jours quelques heures. Il prenait quelquefois ses repas avec d'autres officiers. Triste, rêveur, méditatif, il était remarqué par son laconisme; il payait à part son écot, et avait pour habitude de plier, dans la carte à payer, le montant de sa dépense, en ayant soin de mettre à part le peu de monnaie qu'il destinait au garçon. Il portait cela lui-même au comptoir et le remettait au maître sans jamais dire une seule parole. Le plus souvent, il se retirait seul, et toujours avant ses commensaux. Jamais le prix de son dîner n'a dépassé 3 fr. Aussi, ajoute M. de Coston, à qui nous empruntons ces détails, quand le restaurateur apprît, peu de temps après, que le général en chef de l'armée d'Italie avait souvent mangé chez lui, et qu'on lui désigna Bonaparte, il ne pouvait revenir de son étonnement, et il disait ingénument que, parmi les nombreux officiers qui mangeaient chez lui, il n'aurait jamais cru que ce fût précisément celui qui ne parlait jamais et qui dépensait si peu qu'il put devenir en si peu de temps un grand général.

On a vu que c'est dans l'établissement des

Frères-Provençaux que Bonaparte avait connu Talma, et formé avec lui cette liaison dont on a tant parlé, en y ajoutant des détails romanesques. La vérité est que Talma lui avait d'abord plu beaucoup par ses manières ouvertes et sa conversation, et qu'il oubliait dans son entretien le chagrin que sa situation lui causait. Ce chagrin était profond et se peignait malgré lui sur son visage, même en public. Des personnes dignes de foi, qui l'ont connu dans cette période, et quelques hommes de notre génération qui ont pu en entendre parler, assurent qu'il en avait quelquefois les yeux pleins de larmes. Une lettre dont nous avons tenu un fac-simile, écrite à son frère Joseph à Marseille, le 6 messidor an III (24 juin 1795), prouve que des larmes coulaient quelquefois de ses yeux malgré lui quand il était seul; car on y remarque, en plus d'un endroit, la trace de celles qu'il n'a pu contenir et qu'il a laissées tomber sur le papier en écrivant. Mme d'Abrantès nous apprend que, dans ces jours d'inactivité insupportables aux natures ardentes, si difficiles à distraire, foyers que la flamme a quittés et qui se dévorent sous la cendre, Bonaparte, avec son cher Junot, qui, par son écriture lisible, lui avait rendu de très-importants services, se livrait à de longues promenades, auxquelles prenait rarement part Louis Bonaparte, d'une nature plus lente et un peu paresseuse.

Le Jardin des plantes avait alors un grand attrait pour le général en disponibilité; il lisait beaucoup le matin, et l'histoire naturelle de Buffon l'avait charmé. Le Bourguignon Junot, bon garçon, nature franche, facile à entraîner, et très-fidèle ami, était attaché à Bonaparte comme la vigne à l'ormeau. Ils étaient inséparables, surtout dans ces jours de détresse et d'attente.

Junot avait alors le cœur plein d'un amour dont il s'était déjà ouvert à son général et ami. Dans le séjour qu'il avait fait à Marseille près de la famille Bonaparte, il n'avait pu voir la jeune Paulette sans concevoir pour elle une passion qu'il aurait voulu en vain dissimuler; il en était devenu amoureux fou. Son âme toute jeune, toute brûlante, était pleine de cet amour. L'honneur lui ordonnait de parler, puisque sa raison n'avait pu l'empêcher de devenir amoureux. Il avait, en quittant Marseille, avoué sa passion à Bonaparte, sans se douter que le général avait pénétré son secret, et Junot voulait se marier avec Pauline. Le général n'avait ni accueilli ni rejeté sa demande; il lui avait dit qu'on penserait à cela, qu'il ne s'agissait maintenant que d'aller à Paris, mais que, d'ailleurs, il le verrait avec plaisir devenir son beau-frère le jour où Junot pourrait offrir à sa sœur un établissement, non pas riche, disait Bonaparte, mais suffisant pour ne pas avoir la douleur de mettre au monde des enfants qui fussent malheureux. Ce jour pouvait venir, et le général consolait ainsi son fidèle écuyer, comme eût dit un baron du moyen âge.

Dans une de ces promenades au Jardin des plantes, le cœur plus ému qu'à l'ordinaire, plein d'espérance, Junot, entraîné, enhardi par l'abandon familial et charmant avec lequel Bonaparte, un instant distrait de ses peines, lui avait parlé de la nature et aussi de l'espoir que, malgré ce *miserable Aubry*, qui arrêta sa fortune, il saurait se faire une place dans le monde, et, partant, la faire partager à Junot, l'aide de camp laissa déborder son cœur; il lui parla de Pauline et renouvela sa demande, plus pressant qu'il ne l'avait été jusque-là, car il avait à annoncer quelque chose de bon, et lui permit d'espérer son consentement. La veille, en effet, il avait reçu de Dijon une lettre de son père, qu'il s'était empressé de montrer à Bonaparte. M. Junot disait à son fils, qui, en vue de son mariage, lui avait demandé ce qu'il pouvait faire pour lui, qu'à la vérité il n'avait rien à lui donner pour le moment, mais que sa part serait un jour de 20,000 fr. Junot était heureux et fier comme si les 20,000 fr. eussent été déjà dans sa poche.

« Je serai donc riche, disait Junot à Bonaparte, puisque, outre mon état, j'ai 1,200 livres de rente. Mon général, je vous en conjure, écrivez à la citoyenne Bonaparte, et dites-lui que vous avez vu la lettre de mon père. Voulez-vous qu'il lui en écrive une autre à Marseille? — Il faut réfléchir à cela, » avait répondu Bonaparte.

En sortant du Jardin des plantes, le général et son aide de camp avaient passé l'eau dans un bateau, à la place même où un jour le futur empereur devait faire construire le pont d'Austerlitz; et, à travers les rues, ils avaient gagné le boulevard. Arrivés vis-à-vis des Bains chinois, ils se promenaient dans la contre-allée. En remontant et en descendant cette partie du boulevard, Junot le pressa de nouveau d'écrire à la citoyenne Bonaparte. Bonaparte écoutait son ami d'un air distrait, car déjà ce n'était plus le même homme qu'au Jardin des plantes. Il avait l'air plus préoccupé, plus pensif. Il semblait qu'en rentrant dans tout ce bruit de la vie, dans ce tumulte de la société, il en eût de nouveau respiré les effluves ambitieuses. Cependant son ton était toujours affectueux; il donnait des avis. « Je ne puis écrire à ma mère pour lui faire cette demande, disait-il à Junot; car enfin, tu auras 1,200 livres de rente, c'est bien; mais tu n'as pas. Ton père se porte plutôt bien, lui,

heureusement, et il te le fera attendre longtemps. Enfin tu n'as rien, si ce n'est ton grade de lieutenant. Quant à Paulette, elle n'en a même pas autant; ainsi donc, résous-moi : tu n'as rien, elle n'a rien, total : rien. Vous ne pouvez donc pas vous marier à présent; attendez, nous aurons peut-être de meilleurs jours, mon ami... Oui, nous en aurons, quand je devrais aller les chercher dans une autre partie du monde. »

Mme la duchesse d'Abrantès assure avoir reproduit cette conversation en entier, mot pour mot, d'après son mari, qui avait gardé, dit-elle, le souvenir de tout, même de la partie du boulevard sur laquelle il était avec le général Bonaparte lorsque celui-ci lui dit ces paroles, si remarquables à propos de richesses, quand on songe à celles qu'il put donner lui-même plus tard à son aide de camp, qui, du reste, comme on le sait, n'épousa pas sa sœur.

Tels étaient son genre de vie et sa tristesse pendant ces quelques mois qu'il passa à Paris, dévoré d'un ardeur dont il ne savait que faire, ne sollicitant plus Aubry, mais récriminant partout contre lui; tel était l'emploi de son temps, lorsqu'un incident heureux vint en quelque sorte le rendre à la vie.

Dans la séance du 11 thermidor an III (29 juillet 1795) une pétition avait appelé l'attention sur les actes d'Aubry. Nous dirons tout à l'heure comment le *Moniteur* du 4 août raconte cet heureux incident.

Mais avant d'en venir à cet événement capital, et pendant que notre héros est encore en disponibilité, rappelons un épisode qui a signalé ces quatre mois. On se rappelle l'excès de zèle de Salicetti, qui avait failli couper court à la carrière de Bonaparte lorsque celui-ci était commandant de l'artillerie à l'armée d'Italie; mais le 9 thermidor bouleversa toutes les situations et fit de Salicetti un proscrit. Celui-ci avait trouvé un asile chez Mme Permon, mère de la future duchesse d'Abrantès, et à laquelle il avait rendu de signalés services pendant la Terreur. Or, le 27 mai 1795, le général Bonaparte dînait chez Mme Permon, sa compatriote. A la fin du repas, il lui dit d'une voix altérée : « Salicetti m'a fait bien du mal... il a failli briser mon avenir à mon matin; il a desséché mes idées de gloire à leur tige. Je le répète, il m'a fait bien du mal... cependant je ne lui en salue pas. » M. Permon fils voulut excuser Salicetti. « Tais-toi, Permon, dit Bonaparte, tais-toi; cet homme a été mon mauvais génie. Dumerbion m'aimait, il m'aurait employé activement. Ce rapport fait à mon retour de Gènes, et que la méchanceté a envenimé pour en faire un motif d'accusation... Non, je puis bien pardonner; mais oublier, c'est autre chose. D'ailleurs, je le répète, je ne lui veux pas de mal. »

La conversation en resta là. Vingt jours après, Mme Permon partit en poste de Paris, emmenant Salicetti déguisé en domestique. Au premier relai, à trois lieues de la capitale, Mme Permon reçut du postillon qui venait de la conduire la lettre suivante, que Bonaparte avait dictée pour elle à Junot :

« Je n'ai jamais voulu être pris pour dupe; je le serais à vos yeux si je ne vous disais que je sais, depuis plus de vingt jours, que Salicetti est caché chez vous. Rappelez-vous mes paroles, madame Permon, le jour même du 1er prairial, j'en avais presque la certitude morale. Maintenant je le sais positivement. Salicetti, tu le vois, j'aurais pu te rendre le mal que tu m'as fait, et, en agissant ainsi, je me serais vengé; tandis que, toi, tu m'as fait du mal sans que je t'eusse offensé. Quel est le plus beau rôle en ce moment, du mien ou du tien? Oui, j'ai pu me venger, et je ne l'ai pas fait. Peut-être diras-tu que ta bienfaitrice te sert de sauvegarde. Il est vrai que cette considération est puissante; mais seul, désarmé et proscrit, ta tête eût été sacrée pour moi. Va, cherche en paix un asile où tu puisses revenir à de meilleurs sentiments pour ta patrie. Ma bouche sera fermée sur ton nom et ne s'ouvrira jamais. Repens-toi, et surtout apprécie mes motifs. Je le mérite, car ils sont nobles et généreux. »

Madame Permon, mes vœux vous suivent, ainsi que votre enfant. Vous êtes deux êtres faibles, sans nulle défense. Que la Providence et les prières d'un ami soient avec vous. Soyez surtout prudente, et ne vous arrêtez jamais dans les grandes villes. Adieu; recevez mes amitiés. »

Ainsi, comme on le voit, les sentiments généreux l'emportaient chez le jeune Bonaparte sur ces ardeurs de vengeance si implacables dans le cœur d'un Corse.

Revenons maintenant à la pétition que nous avons mentionnée avant cette petite digression :

« Le général Argouf, blessé devant Mayence, à l'affaire du 11 prairial, se plaint de ce que, jeune encore, on lui veut donner sa retraite, au lieu de l'envoyer combattre les Autrichiens. Il demande à la Convention à être rétabli dans son grade. »

« LEGENDRE. Ce général est venu chez moi, où il a été envoyé par des militaires de l'armée. Je l'ai mené au comité de Salut public, à Aubry. Apparemment que le Comité n'a pas fait droit à sa demande. Cependant, qui mérite mieux d'obtenir des grades dans nos ar-

mées que ceux qui ont concouru à leurs victoires? Les blessures que ce brave a reçues, et dont on voit encore les marques sur son visage, prouvent son courage, car on n'en reçoit pas de pareilles quand on tourne le dos. Je demande que la Convention renvoie sa pétition au comité de Salut public pour y faire droit. »

« CAVAGNAC. J'étais à l'armée quand ce général a reçu cette honorable blessure. Je l'ai toujours vu dans toutes les occasions, à la tête des colonnes, fondre le premier sur les cohortes de nos ennemis; il a toujours été dans les meilleurs principes, et son républicanisme est aussi reconnu que son courage. C'est à tort que le comité de Salut public veut lui donner sa retraite, puisque ce brave militaire se sent assez rétabli pour retourner à son poste combattre de nouveau nos ennemis, et qu'il redemande son grade. J'appuie le renvoi de sa pétition au comité de Salut public. »

« UN REPRÉSENTANT. Cet officier ne se trouve pas seul dans le même cas. Le Comité a réformé plusieurs généraux qui ont rendu à la République des services signalés, et il a mis sur sa liste nouvelle des hommes contre lesquels il existe de nombreux soupçons. »

(Le traître Aubry nous paraît bien malade, et, ma foi, nous ne nous sentons pas le courage de le plaindre. Il est vraiment fâcheux que Bonaparte n'ait pas assisté à cette séance; il en serait sorti pénétré de respect pour la majesté d'une représentation vraiment nationale. En effet, l'injustice, la faveur ne sauraient prendre racine dans ces sols généraux. Nous voudrions voir ce compte rendu, avec la juste destitution qui en fut la suite, inscrit en lettres d'or sur les murs de tous les palais législatifs du monde. Ces exécutions sont excellentes du domaine de la démocratie; »

Ce qui prouve qu'à juste cause, On la dit bonne à quelque chose.)

Dans la séance du 14 thermidor an III (1er août 1795), une sérieuse discussion eut lieu, qui enleva la direction de l'armée à l'incapable et hypocrite Aubry. Dès la séance du 13, un incident avait soulevé la question. Doucet de Pontécoulant, au nom du comité de Salut public dont il était membre, venait de parler des triomphes de l'armée des Pyrénées et de lire un rapport de son général en chef Moncey, daté du quartier général de Bilbao, 5 thermidor, lorsque ledit Aubry prit la parole pour essayer de se justifier des accusations dont il avait été l'objet dans la séance du 11, à la suite de la pétition présentée à la barre de la Convention par le brave général Argouf. Un membre, entre autres, l'avait formellement accusé d'avoir, non *réorganisé*, mais *désorganisé* l'armée, qu'il avait remplie d'aristocrates et d'ex-nobles, mis à la place des officiers qui avaient fait la guerre de la liberté, et dont il avait destitué ou mis en non-activité un grand nombre comme terroristes. Parmi ceux-ci se trouvait précisément, comme on l'a vu, notre général Bonaparte. La Convention délibérait en ce moment sur la constitution de l'an III, et il n'était sorti de moyens que les contre-révolutionnaires de l'assemblée et les royalistes du dehors n'employassent pour l'empêcher d'aboutir dans son travail. Dans les sections de Paris, on conspirait ouvertement contre cette *infâme* constitution, et Aubry, qui favorisait en secret les sectionnaires, avait fait tous ses efforts pour tenir les militaires éloignés de la capitale. Dans la séance du 13, il balbutia de misérables excuses; mais ses intrigues et ses injustices calculées ne trompaient plus personne; et, le lendemain 14 thermidor (1er août), il sortait du Comité. Il avait rempli ces fonctions importantes, où Carnot s'était acquis le titre glorieux d'*organisateur de la victoire*, du 4 avril au 31 juillet 1795, un peu moins de quatre mois.

Aubry justifia plus tard, par ses actes ultérieurs, les soupçons qu'avaient manifestés sur lui, à la Convention, Legendre et Cavaignac. Etant parvenu à se faire élire membre du conseil des Cinq-Cents, institué en vertu de la constitution de l'an III, il conspira d'abord sourdement avec le parti clienien contre le Directoire, ouvertement enfin avec ceux des membres des conseils que le Directoire dut frapper au 18 fructidor, et ce fut certainement un des *fructidorisés* les plus dignes de l'être. Il mourut obscurément, les uns disent en 1799, aux États-Unis, les autres disent en 1802, en Angleterre. Napoléon ne lui a jamais pardonné, mais il le méprisait encore plus qu'il ne le haïssait.

Doucet de Pontécoulant, qui succéda à Aubry dans ses fonctions, le 2 août 1795, était un tout autre homme : intelligent, spirituel, ouvert, ayant loyalement embrassé les principes de la Révolution, il répara de son mieux le mal qu'Aubry avait fait sciemment à l'armée républicaine dans l'intérêt d'une contre-révolution. Sans doute il serait difficile de déterminer historiquement, c'est-à-dire d'une manière absolue, ces velléités de contre-révolution, bien que, de divers indices on puisse inférer qu'une partie des hommes dont le 18 fructidor délivra le gouvernement de la République avaient fait un pacte avec le parti royaliste, pour le rétablissement de la royauté dans la personne de Monsieur. Ce parti, peu scrupuleux sur les moyens de réussir, avait admis dans son sein jusqu'à des hommes qui avaient voté la mort de Louis XVI, à la seule condition